

# CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 13 juin 1984

La séance est ouverte à 14 heures.

● (1405)

## DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Traduction]

### LE PATRIMOINE NATIONAL

L'ENTRETIEN D'UNE MAISON HISTORIQUE À RIDGWAY (ONT.)

**M. Girve Fretz (Érié):** Monsieur le Président, le petit village de Ridgway, où j'habite, a été une localité d'une grande importance stratégique à l'époque qui a précédé la Confédération. Il y a 118 ans, le 2 juin 1866, 54 ans après la guerre de 1812, Ridgway n'était pas un hameau paisible. Il était plutôt le théâtre d'une bataille acharnée entre les forces canadiennes et les envahisseurs fénians venus des États-Unis d'Amérique.

Une petite maison sur un lopin de terre qui appartenait alors à la famille Teal et qu'a récemment restaurée la Bertie Historical Society, a servi d'hôpital de campagne pour soigner les soldats blessés et mourants. Des balles perdues qui se sont logées dans les murs de la maison sont encore visibles. Les femmes et les enfants avaient pris refuge dans le marais situé tout de suite à l'ouest de la maison.

En 1975, la Bertie Historical Society a entrepris le projet de restaurer et de déménager le bâtiment. Maintenant que les travaux préliminaires sont engagés, l'organisme aimerait que la propriété soit prise en charge et entretenue par le gouvernement fédéral comme site et parc historique. Étant donné que ma circonscription est affligée d'un chômage élevé et que la construction d'un site historique national permettrait de créer des emplois, je prie le ministre chargé de Parcs Canada de se pencher sur la question sans délai. J'attendrai avec impatience qu'il communique avec moi afin que je lui fournisse plus de détails.

\* \* \*

### LES ARMES NUCLÉAIRES

LA NÉCESSITÉ D'EXPOSER LES FAITS EXACTS

**M. Stanley Hudecki (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale):** Monsieur le Président, selon une enquête effectuée récemment auprès de 1,100 étudiants âgés de 12 à 18 ans, 10 p. 100 d'entre eux craignent la guerre, 28 p. 100 se demandent s'ils se marieront un jour et auront des enfants, 24 p. 100 préfèrent vivre au jour le jour sans se soucier

de l'avenir. Je m'inquiète de ce que les organismes mêmes qui veulent prévenir les holocaustes nucléaires saturant sans arrêt les jeunes et les moins jeunes de détails dépeignant les horreurs d'un conflit nucléaire, sans toutefois leur exposer des faits précis qui leur donneraient quelque espoir pour l'avenir. Ainsi, on ne dit pas que, depuis 39 ans, l'arsenal nucléaire en Europe a permis d'éviter les guerres, que de vigoureuses initiatives de paix ont été lancées pour contrer les menaces de guerre que présente l'escalade nucléaire, et que même si les deux grandes puissances se méfient l'une de l'autre, elles savent parfaitement qu'une guerre nucléaire risquerait de détruire la planète, de sorte qu'elles n'en déclencheront pas. Il reste qu'entre les mains de terroristes, des armes nucléaires laissent entrevoir l'effroyable possibilité d'une explosion nucléaire localisée.

Les jeunes sont courageux et intelligents et, si on leur montre les deux côtés de la médaille, non seulement ils peuvent faire face à une situation dangereuse, mais ils vont faire des propositions novatrices pour la poursuite des initiatives de paix.

\* \* \*

### LES ORGANISMES DE CHARITÉ

LA FÉDÉRATION CANADIENNE DES ASSOCIATIONS FOYER-ÉCOLE ET PARENTS-MAÎTRES—LA SUPPRESSION DE L'ARTICLE CONCERNANT LE PATRIOTISME DE LA CONSTITUTION

**L'hon. Jake Epp (Provencher):** Monsieur le Président, la Fédération canadienne des associations foyer-école et parents-maîtres est un organisme de vieille date dans le monde de l'enseignement. Elle s'est consacrée surtout à l'amélioration du système d'éducation. Dernièrement, à Winnipeg, au cours de sa réunion annuelle, la Fédération a supprimé la déclaration suivante de sa constitution:

... pour promouvoir de nobles idéaux de citoyenneté et de patriotisme et, par des moyens pédagogiques, favoriser la bonne volonté et la paix internationales.

J'ai appris qu'on avait supprimé cette disposition, parce que la Fédération a été menacée par Revenu Canada de ne plus être reconnue comme œuvre de charité enregistrée. C'est un journaliste inquisiteur du *Sun* de Winnipeg, Peter Warren, qui a publié un article à ce sujet.

Apparemment, si Revenu Canada profère de pareilles menaces, c'est que le patriotisme est tenu pour un sentiment trop politique. Je demande à la Chambre pourquoi le gouvernement libéral, par l'intermédiaire de Revenu Canada, prétend qu'il ne faut pas enseigner la citoyenneté et le patriotisme, sous peine de s'attirer les foudres de Revenu Canada?